

A woman with dark hair pulled back, wearing a light blue button-down shirt with the sleeves rolled up and a beige button-down skirt, stands against a textured, light-colored wall. She is wearing a brown leather belt with a silver buckle. The image is used as a background for a financial report cover.

RAPPORT SEMESTRIEL FINANCIER
AU 30 JUIN 2015

SOMMAIRE

A/ ATTESTATION DE RESPONSABILITÉ	P 3
B/ RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ DU GROUPE DEVERNOIS	P 3
C/ LE BILAN CONSOLIDÉ DU GROUPE AU 30 JUIN 2014	P 9
D/ LE COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DU GROUPE	P 11
E/ LE TABLEAU DE FINANCEMENT DU GROUPE AU 30 JUIN 2014	P 12
F/ LE TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2014	P 13
G/ NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS DU GROUPE	P 13

A/ ATTESTATION DE RESPONSABILITE

J'atteste en ma qualité de Président du Directoire que, à ma connaissance, les comptes semestriels condensés au 30 juin 2015 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation. J'atteste de même par la présente que le rapport d'activité du 1er semestre 2015 représente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes liés aux 6 prochains mois d'exercice.

Le Coteau, le 28 septembre 2015

Thierry Brun

Président du Directoire



B / RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ DU GROUPE DEVERNOIS

Etabli par le Directoire sur les comptes semestriels arrêtés au 30 Juin 2015

Les comptes semestriels condensés consolidés au 30 juin 2015 ont été établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur, conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, et suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations.

L'impact des normes et interprétations d'application obligatoire en 2015 se décompose comme suit :

- La norme IAS 1 révisée, appliquée à compter de 2009 n'a d'impact que sur la présentation des états financiers.
- Compte tenu des évolutions dans les normes imposées et la mise en place de la norme IFRS 8, la société n'est pas en mesure de diffuser l'étude sectorielle préconisée dans la mesure elle n'a pas d'outils en interne à sa disposition.

Les méthodes comptables arrêtées en 2005, pour tenir compte des différentes évolutions réglementaires, ont été appliquées sans changement aux comptes condensés semestriels au 30 juin 2015. Toutefois, nous attirons votre attention sur les points figurant dans les notes en annexes concernant la dépréciation des fonds de commerce et concernant les engagements de retraites et assimilés, décrivant les adaptations apportées aux méthodes et estimations pour l'établissement des comptes condensés.

Le périmètre de consolidation du groupe a évolué depuis le 31 décembre 2014, il intègre la société à responsabilité de droit italien DEVERNOIS Italie.

I ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU SEMESTRE : Un chiffre d'affaires en baisse de 0,51%

Par Réseau, en K €	2015	%	2014	%	Variation
Sous Total Gros	2 989	14,82%	3 214	15,86%	-7,01%
Sous Total Distribution	17 174	85,18%	17 052	84,14%	+0,72%
Total Consolidé	20 163	100,00%	20 266	100,00%	-0,51%

Avec 20 163 K€ de chiffre d'affaires consolidé, le Groupe enregistre sur le premier semestre 2015 une baisse de ses ventes de 0,51 % par rapport au premier semestre 2014.

Notre activité de Gros se situe à un montant semestriel de 2 989 K€ contre 3 214 K€ fin juin 2014 soit une baisse de 7,01%.

Notre activité de Gros au 30 juin 2015 représentait 14,82 % de notre chiffre d'affaires consolidé, en repli par rapport au premier semestre 2014 (15.86%).

Le secteur de la distribution représente 85,18% de notre chiffre d'affaires en hausse comparé au premier semestre 2014 (84.14%), +0.72%.

Le secteur de la Distribution a connu sur le premier semestre 2015 une hausse de 0.72 % de son chiffre d'affaires par rapport à fin juin 2014. Cette hausse est permise grâce à la France avec ses succursales (+0,96%) et les ouvertures de GL Metz, GL Annecy, GL Cap 3000, GL Bordeaux, Toulouse, et malgré la baisse des affiliés (-10.16%) et les fermetures de Ferney Voltaire et Haguenau.

L'activité succursales export connaît une croissance de 2.51%, le rebond économique se concrétise en péninsule ibérique avec l'Espagne +12.05% et le Portugal +12.47% avec une ouverture Lisbonne Amoreiras et une fermeture Cascais Valbom, une performance stable en Suisse en € +0.68%, en CHF -13.9% avec la fermeture de Berne, et des pays en décroissance, Belgique -0.57%, l'ouverture d'Anvers et les fermetures de Maasmechelem et INNO Louise Bruxelles, Luxembourg -20.31%. La filiale italienne est ouverte depuis septembre 2014.

A fin juin 2015, le réseau intégré représentait en France 89 succursales dont 12 stands en grands magasins, 10 affiliés, et à l'export (Espagne, Portugal, Suisse, Belgique, Luxembourg et Italie) 29 succursales dont 14 stands en concession Grands Magasins Innos, Corte Ingles, Coin et 3 affiliés.

II ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES

1. RESULTAT :

En k euros	1er semestre 2015	1er semestre 2014	Variation
Chiffre d'affaires	20 163	20 266	-0,51%
Marge brute	14 795	15 654	-5.49%
En % du Chiffre d'affaires	73.4%	77.2%	-4.92%
Marge Opérationnelle	941	1 185	-20.59%
En % du Chiffre d'affaires	4.7%	5,8%	-18.97%
Résultat Opérationnel	840	1 061	-38.64%
Résultat Financier	-41	2	
Résultat net consolidé	567	635	-10.71%
En % du Chiffre d'affaires	2.8%	3.1%	-9.68%

L'activité du premier semestre 2015 a été en baisse de 0,51% par rapport au 1er semestre 2014 avec une activité de Distribution en progression de 0.72% (vs une augmentation de 10,05% au premier semestre 2014) et un secteur de Gros toujours en repli de 7.01% (contre une baisse de 9,03% sur le premier semestre 2014).

La part des consommations est en hausse, représentant 26,6% du chiffre d'affaires à fin juin 2015 contre 22,8% à fin juin 2014, ceci étant notamment dû à une politique promotionnelle relativement agressive sur la période de soldes de janvier, et un plus grand écoulement du stock hiver.

Les charges de personnel du groupe passent de 27.3% du CA à fin juin 2014 à 28.6% fin juin 2015. L'augmentation de ce ratio est liée aux ouvertures de boutiques dans le réseau de distribution (9).

Les charges externes augmentent de 210 K€ en passant de 7 280 K€ à 7 490 K€ à fin juin 2015. Cette augmentation provient notamment de l'augmentation du périmètre de magasins, loyers et honoraires, des frais d'intérêts et des audits CE et CHSCT.

Les dotations aux amortissements sont en baisse de 193 K€ du fait des faibles investissements en renouvellement d'immobilisations corporelles sur la fin de l'année 2014.

Les dotations aux provisions sont en baisse de 708 K€ par rapport au 30 juin 2014. Cette baisse provient des provisions concernant des litiges prud'homaux et de propriété intellectuelle, et également des provisions retours et de dépréciation des stocks.

La marge opérationnelle courante est donc en baisse de 244 K€ passant de +1 185 K€ fin juin 2014 à +941 K€ fin juin 2015.

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à -101 K€ au 30 juin 2015 contre -124 K€ au 30 juin 2014.

Le résultat opérationnel passe ainsi de +1 061 K€ au 30 juin 2014 à +840 K€ au 30 juin 2015.

Le résultat financier représente -41 K€ au 30 juin 2015 contre 2 K€ au 30 juin 2014. Le résultat financier provient principalement d'une perte de change sur un prêt de Devernois Suisse à Devernois sa, et à un gain de change sur les couvertures de change \$ / € chez Devernois sa.

Le résultat net après impôt diminue, passant de +635 K€ au 30 juin 2014 à +567 K€ au 30 juin 2015.

II. BILAN

II.1 Actifs

II.1.1 Actif non courants

Le total des actifs non courants passe en valeur nette de 35 171 K€ au 31/12/14 à 35 890 K€ au 30/06/15.

Les immobilisations corporelles et incorporelles représentent en valeur nette 33 929 K€ au 30/06/15 contre 33 155 K€ au 31/12/14.

L'impact d'une éventuelle dépréciation sur les fonds de commerce liée à la crise économique actuelle n'a pas été appréhendé et les valeurs des fonds de commerce inscrits au bilan restent celles de l'évaluation pratiquée pour la clôture du 31 décembre 2014. En effet, comme chaque année et par mesure pratique, le groupe fait établir une évaluation annuelle de ses fonds par un cabinet indépendant au deuxième semestre de chaque exercice, cette valeur considérée comme valeur vénale est alors utilisée pour les tests de dépréciation. Néanmoins, les données économiques et nos consultants dans le domaine tendent à démontrer une dépréciation correcte.

Les immobilisations financières sont en légère augmentation par rapport au 31/12/14 et représentent une valeur de 1 214 K€ au 30/06/2015.

II.1.2 Actifs courants

II.1.2.a Stocks

Les stocks nets sont en baisse de 1 268 K€ passant de 7 926 K€ au 31/12/14 à 6 658 K€ au 30/06/15. Cette variation est importante et résulte des plans d'actions menées par le gouvernement d'entreprise pour écouler le stock suite au niveau élevé constaté au 31/12/14.

Le groupe travaille toujours à l'écoulement des pièces « anciennes saisons » via des réseaux différenciés (internet, ventes publiques...) pour valoriser au mieux ces anciens stocks.

Néanmoins, l'ambition du groupe est de réduire au maximum ces anciens stocks afin de ramener la provision à un niveau plus cohérent afin de limiter son impact dans les résultats consolidés.

II.1.2.b Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés en valeur nette sont en baisse de 139 K€ en passant de 1 846 K€ au 31/12/14 à 1 707 K€ au 30/06/15. Cette baisse provient notamment de la baisse de la créance des clients multimarques due à cette activité.

II.1.2.c Trésorerie

La trésorerie nette à la fin du premier semestre 2015 est en hausse de 473 K€, s'élevant à 2 855 K€ contre 2 382 K€ au 31/12/14. Cette hausse de la position de trésorerie est principalement due aux augmentations des emprunts +447 K€ et des découverts +741 K€, qui compensent la baisse de la marge brute d'autofinancement -1 172 K€, le besoin en fond de roulement diminue de 457 K€.

II.2 Passifs

II.2.1 Emprunts et dettes financières à plus d'un an

Les emprunts et dettes financières du groupe sont en hausse de 19.3% sur le semestre pour financer les projets IT, l'achat d'un fond de commerce et les rénovations boutiques, ils représentent 1 920 K€ à fin juin 2015 contre 1 610 K€ à fin décembre 2014, soit respectivement 5.6 % des capitaux propres au 30 juin 2015 contre 4.8% au 31 décembre 2014.

II.2.2 Passifs courants

II.2.2.a Fournisseurs

Le poste fournisseur passe d'une valeur nette de 5 015 K€ au 31/12/14 à 4 150 K€ au 30/06/15 (5 400 K€ au 30/06/14 pour période comparable).

II.2.2.b Emprunts et dettes financières à moins d'un an et comptes bancaires créditeurs

Les emprunts et dettes financières à moins d'un an et comptes bancaires créditeurs du groupe sont en hausse de 58.2% sur le semestre, représentant 2 386 K€ à fin juin 2015 contre 1 508 K€ à fin décembre 2014, cette augmentation est due à la hausse des découverts bancaires.

II.2.2.c Dettes fiscales et sociales et autres dettes

Les dettes fiscales et sociales et autres dettes du groupe baissent de 34.7% sur le semestre, passant de 4 659 K€ à fin décembre 2014 à 3 045 K€ à juin 2015.

II.2.2.d Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges hors impôts différés passent de 1 633 K€ au 31/12/14 à 1 420 K€ au 30/06/15. Les dotations concernent des litiges opposant la société à des bailleurs sur les conditions de renouvellement des baux suite à des demandes de déplafonnement de loyers, des litiges commerciaux, sociaux, et les provisions pour indemnités de fin de carrière.

III. ANALYSE DES RISQUES

III.1 Risque de Crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients.

Le Groupe dispose d'une assurance crédit souscrite auprès de la société EULER HERMES afin de s'assurer contre le risque de crédit auprès des clients hors France (58% du chiffre d'affaires de Gros). La quotité assurée est de 70% pour les clients non-dénommés et de 90% pour les clients dénommés.

III.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. La direction financière a pour mission d'assurer le financement et la liquidité du Groupe au meilleur coût. Le financement du groupe est assuré par le recours au marché des capitaux via des ressources bancaires (emprunts et lignes de crédit, etc...). Des budgets de trésorerie sont définis par la direction

et présentés périodiquement au comité de direction et au conseil de surveillance. Le Groupe bénéficie, auprès de ses partenaires financiers, de découverts autorisés et lignes de crédit s'élevant à 3 250 K€ au 30 juin 2015 qui sont renouvelés annuellement.

III.3 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêts affectent le résultat de Groupe. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables.

- Risque de taux d'intérêt

Les dettes financières du Groupe sont contractées uniquement à taux fixe éliminant ainsi tout risque de taux d'intérêt.

- Risque de change

Au titre de ses filiales, le Groupe est soumis au risque de conversion des états financiers en euro uniquement pour sa filiale Italie⁶, société de droit français disposant d'établissements en Suisse.

Du fait de l'origine étrangère d'une part de ses approvisionnements, le Groupe est exposé dans ses activités aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies, principalement le Dollar américain. Le groupe s'attache à couvrir ce risque par des opérations de couverture de change. Dans cet objectif, il est assisté par ses principaux organismes financiers qui le conseillent dans sa gestion et son suivi de la couverture de sa position de change.

Le Groupe n'utilise que des instruments dérivés simples (achat à terme). Au 30 juin 2015, des couvertures sont toujours en cours pour des montants de 2 038 K\$.

- Risques liées aux actions

Le groupe n'est pas exposé au risque de prix sur les actions puisqu'il ne détient aucune action auto détenue.

III.4 Risque fournisseurs et prix

Les relations avec nos fournisseurs et sous-traitants sont encadrés par des contrats de partenariat et de sous-traitance. Le Groupe se prémunit contre les risques juridiques liés à ces contrats avec l'appui d'un cabinet juridique extérieur. Ainsi toute rupture abusive d'un contrat par un fournisseur peut faire l'objet d'un contentieux dans la mesure où des conséquences significatives en résulteraient. De plus, le Groupe gère un panel de fournisseurs nécessaire et suffisant en France et à l'export pour éviter tout goulet d'étranglement qui surviendrait suite à la rupture de relations avec un ou des fournisseurs.

III.5 Assurances

Le groupe a souscrit auprès de compagnies d'assurances des contrats d'assurances visant à protéger ses biens d'exploitation. Ainsi, les bâtiments industriels, commerciaux ou logistiques, les fonds de commerce et leur contenu (essentiellement machines à tricoter, matériels, mobiliers de bureaux, agencements boutiques et stocks) bénéficient de couvertures contre les principaux risques. Par ailleurs, une garantie « perte d'exploitation » couvre les conséquences financières d'une interruption de l'exploitation consécutive à la survenance de tels dommages. Cette garantie couvre la marge brute des sociétés du Groupe sur une période d'indemnisation de 12 mois.

Le groupe bénéficie à ce titre d'une limite contractuelle d'indemnité par sinistre type « incendie » de 32 millions d'euros (Risques directs + perte d'exploitation) pour sa partie production, administration, logistique et commercial de Gros et de 15 millions d'euros (Risques directs + perte d'exploitation + perte de la valeur vénale des Fonds de Commerce) pour sa partie Réseau de Boutiques.

Enfin, le Groupe satisfait aux obligations d'assurance de responsabilité civile liée à la production et à la commercialisation de ses produits. Le montant maximal des garanties souscrites à ce titre s'élève respectivement à 6 millions (responsabilité civile « avant livraison ») par sinistre et 3 millions (responsabilité civile « après livraison ») par sinistre et par année d'assurance.

III.6 Autres risques

- Risques liés à la création : Le Groupe procède aux dépôts de marques et modèles chaque saison dans les délais impartis afin de limiter les risques de copie et reproduction qui pourraient être préjudiciables pour le chiffre d'affaires.

- Risques liés à la concurrence : Le Groupe suit régulièrement les informations du marché issues de sa force de vente, de son réseau interne, des organismes nationaux du secteur pour analyser les évolutions du marché ou des concurrents.

- Risques liés aux salariés clés : Le Groupe est attentif à l'évolution de son turnover dans les postes clés de l'entreprise. Il essaie de faire au mieux pour développer les domaines de compétence de ses salariés et faciliter ainsi la polyvalence de ces hommes clés.

- Risques liés à la taille de la société : Le Groupe n'a pas connu d'évolution significative depuis plusieurs années qui puisse accentuer ou réduire les risques liés à sa taille. D'un point de vue juridique et légal, le Groupe est assisté de partenaires extérieurs, experts dans leur domaine de compétence, qui lui permettent de se tenir au fait des évolutions dans ces domaines.

IV . PERSPECTIVES DU 2^{ème} SEMESTRE 2015

Les tendances observées depuis le début du deuxième semestre 2015 montrent une hausse de 5.5% de nos ventes dans la distribution toutes surfaces sur les mois de Juillet, Août et mi septembre 2015.

L'activité de Gros, quant à elle, est encore marquée par une baisse sur la saison d'hiver 2015 laissant augurer une activité annuelle en repli par rapport à celle de l'année 2014.

Dans une telle conjoncture, le Groupe ne peut se prononcer sur l'évolution de son chiffre d'affaires sur le second semestre puisque celui-ci va dépendre directement du comportement de consommation du dernier trimestre 2015.

V. PRINCIPES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a eu aucune nouvelle transaction entre les parties liées au cours du 1er semestre 2015, qui ait influencé significativement la situation financière ou les résultats consolidés du groupe. Les transactions décrites dans le rapport annuel au 31 décembre 2014 avec la société holding HSTB se sont poursuivies dans les mêmes conditions.

C/ LE BILAN CONSOLIDÉ DU GROUPE AU 30 JUIN 2015

ACTIF	30/06/2015	31/12/2014	REF ANNEXE
Actifs non courants	35 840	35 171	
Immobilisations incorporelles	28 493	27 850	note 11
Immobilisations corporelles	5 436	5 305	note 12
Immeubles de placement	-	-	
Immobilisations financières	1 219	1 219	note 13
Autres actifs financiers disponibles à la vente (TIAP)	-	-	
Impôts différés actifs	692	797	note 14
Actifs courants	13 697	14 926	
Stocks	6 658	7 926	note 16
Acomptes et avances	-	-	
Clients et comptes rattachés	1 707	1 846	note 15
Autres créances et comptes de régularisation	2 477	2 771	note 17
Trésorerie	2 855	2 383	note 18
TOTAL GENERAL	49 537	50 097	

PASSIF	30/06/2015	31/12/2014	REF ANNEXE
Capitaux propres	34 603	33 728	note 19
Capital social	2 300	2 300	
Primes d'émission	7 477	7 477	
Ecart de réévaluation	105	105	
Réserves légales	230	230	
Réserves réglementées			
Autres réserves	23 437	23 256	
Ecart de conversion	487	75	
Résultat de l'exercice	567	285	
Intérêts minoritaires	-	-	
Passifs non courants	3 932	3 547	
Emprunts et dettes financières LT (plus d'un an)	1 920	1 610	note 22
Impôts différés passifs	2 012	1 937	note 23
Provisions pour risques et charges long terme	-	-	
Autres passifs non courants (dont participation des salariés)	-	-	
Passifs courants	11 002	12 822	
Fournisseurs et comptes rattachés	4 150	5 022	note 24
Emprunts et dettes financières CT (moins d'un an)	1 239	1 102	note 22
Comptes bancaires créditeurs	1 148	406	note 22
Dettes fiscales et sociales courant			
Dettes fiscales et sociales et autres dettes	3 045	4 659	note 24
Provisions pour risques et charges courantes	1 420	1 633	note 20
TOTAL GENERAL	49 537	50 097	

D/ LE COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DU GROUPE

	30/06/2015	30/06/2014	REF ANNEXE
Chiffre d'affaires	20 163	20 266	note 4
Production stockée-immobilisée	154	27	
Produits opérationnels courant	20 317	20 293	
Achats consommés	-5 367	-4 612	
Charges de personnel	-5 762	-5 534	
Charges externes	-7 490	-7 280	
Impôts et taxes	-441	-438	
Dotations aux amortissements	-884	-1 076	
Dotations aux provisions nettes	538	-198	
Charges d'exploitation nettes	30	30	note 7
Charges opérationnelles courant	-19 376	-19 108	
Marge opérationnelle courant	941	1 185	
Autres produits et charges opérationnels	-101	-124	note 8
Résultat opérationnel	840	1 061	
Produits nets de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1	5	
Charges de financement	-57	-87	
Coût de l'endettement financier net	-56	-82	note 9
Autres produits et charges financiers	15	84	
Résultat financier	-41	2	
Charges d'impôt	-232	-428	note 10
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	567	635	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat consolidé net	567	635	
Part du groupe	567	635	
Part des minoritaires	0	0	
Résultat par action	2	2	

E/ LE TABLEAU DE FINANCEMENT DU GROUPE AU 30 JUIN 2015

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	
En K€	30/06/2015
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	
Résultat net des sociétés intégrées	567
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie :	
- provisions à caractère de réserve	-213
- amortissements	886
- provisions sur fonds de commerce	101
- autres produits à caractère de réserves	-105
- impôts différés	181
- plus-values de cessions, nettes d'impôt	5
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	1 422
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-785
Flux net de trésorerie généré par l'activité	636
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	
Acquisition d'immobilisations	-1 655
Cessions d'immobilisations nettes	28
Incidence des variations de périmètre	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 627
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	
Incidence variation périmètre	
Souscription d'emprunts	1 005
Remboursement d'emprunts	-557
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	448
Variation de trésorerie	-542
Incidence des variations des cours des devises	274
Trésorerie d'ouverture	1 976
Trésorerie de clôture	1 707
Variation de trésorerie	-543
Vérifications	0

F/ LE TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2015

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total
Situation au 31.12.2014	2300	7477	105	23486	75	285	33728
Incidence affectation des résultats				285		-285	0
Autres mouvements				-104	412	567	875
Situation au 30.06.2015	2 300	7 477	105	23 667	487	567	34 603

Note 1. Principes comptables

Les comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 Juin 2015 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Cette norme prévoit que s'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS nécessaire à la préparation des comptes consolidés annuels. Les comptes du 30 Juin 2015 doivent donc être lus en relation avec les états financiers du 31 Décembre 2014. Les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes semestriels sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes annuels de l'exercice 2014.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2015.

Le Groupe a adopté les normes, amendements et interprétations suivants qui sont applicables au 1er janvier 2015.

- IFRIC 21 « Droits ou taxes » : cette interprétation rappelle que les taxes doivent être comptabilisées conformément à leur fait générateur tel que défini par la loi indépendamment de leur assiette de calcul. L'application de cette norme est sans effet significatif sur les comptes du Groupe
- amendements à IAS 16 (immobilisations corporelles) et IAS 38 (immobilisations incorporelles) portant sur les modes d'amortissement acceptables.
- amendement à IFRS 11 « accords conjoints » traitant de l'acquisition d'une participation dans une entreprise commune
- amendement à IAS 19 « avantage au personnel » qui s'applique aux contributions des membres du personnel ou des tiers à des régimes à prestations définies.
- améliorations annuelles des normes IFRS (décembre 2013) applicables au 1er juillet 2014 : ces amendements concernent principalement les informations relatives aux parties liées (IAS 24) et plus particulièrement des clarifications portant sur la notion de prestations du personnel « clé » de la Direction, les paiements fondés sur des actions (IFRS 2), l'information sectorielle (IFRS 8) et l'information à fournir sur les critères de regroupement ainsi que la réconciliation des actifs par secteur avec l'ensemble des actifs de l'entité, la clarification de la notion de juste valeur pour les créances et dettes court terme et la possibilité de compenser des actifs et passifs financiers (IFRS 13 Évaluation à la juste valeur) et, la comptabilisation d'une contrepartie conditionnelle lors de regroupements d'entreprise (IFRS 3).

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les résultats et la situation financière du Groupe. Les normes et interprétations d'application facultative au 30 juin 2015 n'ont pas été appliquées par anticipation. Le Groupe n'anticipe toutefois pas d'impacts significatifs liés à l'application de ces nouveaux textes.

1.1. Consolidation

Les sociétés dans lesquelles DEVERNOIS SA exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement.

Le périmètre de consolidation est présenté en note 2.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les comptes des sociétés consolidées ont tous été arrêtés au 30 Juin 2015 et ont tous une durée de 6 mois.

1.2. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers de la succursale étrangère de la société Italie 6 ont été convertis selon la méthode du cours de clôture à l'exception des capitaux propres qui ont été convertis au cours historique.

Par mesure de simplification, et par le fait que la société concernée, Italie 6, a un impact mineur sur les postes du compte de résultat consolidé, les opérations de résultat sont converties à un taux de clôture.

1.3. Chiffre d'affaires

1.3.1. Ventes détaillants

La société Devernois vend une partie de ses articles à des détaillants, composés de :

- un réseau 189 multimarques et de 25 franchisés en France et à l'étranger ; cette distribution de plus en plus sélective quant aux choix des emplacements et des partenaires s'inscrit dans une politique de représentation de la marque dans un environnement haut de gamme.
- un réseau de grands magasins organisés au niveau national sous forme généralement de stands.

1.3.2. Ventes aux boutiques

La société Devernois vend aussi ses articles à ses filiales de distribution de vente au détail en France et à l'étranger, structurées autour de 127 points de vente en Europe. Cette distribution en propre devenue un axe prioritaire de développement s'appuie sur un réseau de points de vente sélectifs, avec des flag-ship dans plusieurs grandes villes européennes (Bruxelles, Madrid, Genève, Luxembourg). Elle permet d'assurer une image cohérente de la marque dans son univers haut de gamme et assure, à l'appui des moyens mis en œuvre sur le plan du back office logistique, des systèmes d'informations et du merchandising une valorisation des produits de la collection dans ses différentes gammes.

1.3.3. Ventes aux affiliés

Enfin, la société Devernois vend ses articles à un réseau d'affiliés en France et à l'étranger, constitués de 10 points de vente ; ces clients sont issus, pour la moitié d'entre eux, du réseau franchisé et ont suivi la politique de passage au nouveau concept. Ce développement commercial a été choisi pour la maîtrise qu'il permet en matière de gestion des stocks et de rotation des collections.

1.4. Immobilisations incorporelles : Fonds de commerce et droits au bail – Dépréciation

La méthode de dépréciation des fonds de commerce, par référence à leur valeur de marché, reste inchangée par rapport à celle appliquée lors de l'exercice et période semestrielle précédents.

Par mesure pratique, le groupe fait établir au deuxième semestre de chaque exercice, par un cabinet d'évaluation nationalement reconnu pour le réseau français et des experts indépendants pour les filiales étrangères, une estimation unique de la valeur de marché de chacun des fonds de commerce et droits au bail. Cette valeur, considérée comme valeur vénale, est utilisée pour les tests de dépréciation lors de l'arrêté des comptes annuels et des comptes semestriels suivants destinés à la consolidation. Aucun événement intervenu sur la période n'est susceptible de remettre en cause la valeur des fonds de commerce inscrits à l'actif du bilan

1.5. Actifs et passifs financiers

Les valeurs mobilières de placement ont été enregistrées à la juste valeur au 30 Juin 2015. En cas de cessions concernant des titres de même nature conférant les mêmes droits, le prix de revient des titres cédés a été déterminé selon la méthode de «premier entré, premier sorti»

Au 30/06/2015 il n'y a aucun écart significatif entre la juste valeur du portefeuille de valeurs mobilières et sa valeur comptable.

A la date d'établissement des comptes, une provision pour dépréciation est enregistrée si la valeur comptable est supérieure à la valeur boursière du portefeuille.

Au 30 juin 2015 aucune provision n'a été constituée.

1.6. Stocks

Les stocks sont valorisés selon la procédure suivante :

- Les frais financiers sont toujours exclus de la valorisation.
- La valorisation des matières premières, produits intermédiaires et en cours s'opère, en fonction de leur saison, au prix réel pondéré, c'est-à-dire au prix unitaire où la matière a été achetée, chaque pièce de tissu ou chaque carton ayant fait l'objet d'une facture saisie en GPAO rattachée à une saison. Au cas où une matière ne serait pas liée à un achat (régularisation de stock), la valorisation s'opère sur la base de la gamme de fabrication.
- Les produits finis sont valorisés selon la méthode suivante :

Produits fabriqués en interne :

Ces produits sont valorisés en fonction des coûts d'approvisionnement et de confection réels pondérés, issus des factures comptabilisées, et appliqués aux coûts d'unité d'œuvre réels semestriels. Ces coûts directs sont majorés des charges indirectes de production, incluant la dotation aux amortissements des frais de création des collections produites.

Produits de négoce :

Ces produits sont valorisés aux prix de revient réels pondérés issus des factures comptabilisées et incluant des frais généraux réels tels que les frais de port, l'emballage, les frais d'assurances.

Il n'y a pas de modifications relatives aux méthodes de dépréciation des stocks qui sont toujours établies par rapport à une valeur commerciale prévisible de revente.

1.7. Impôts

La charge d'impôt sur le résultat semestriel a été calculée à partir des impôts courants et des impôts différés relatifs à chaque entité.

Les taux d'imposition retenus pour le semestre sont :

- pour les sociétés françaises faisant partie du périmètre de l'intégration fiscale de DEVERNOIS SA le taux légal pour 2015 soit 33,33 %.
- pour Devernois Belgique, le taux légal pour 2015, soit 33,99 %.
- pour Italie 6, le taux légal pour 2015, soit 25 %.
- pour Devernois Espana, aucune fiscalité n'est retenue.
- pour Devernois Luxembourg, le taux légal pour 2015, soit 29,25 %.
- pour Devernois Portugal, le taux légal pour 2015, soit 12,50 %.
- Pour Devernois Italia, le taux légal pour 2015, soit 31,40%

1.8. Engagements de retraites et assimilés

La méthode d'estimation des engagements de retraite et assimilés reste inchangée par rapport à celle appliquée lors de l'exercice précédent.

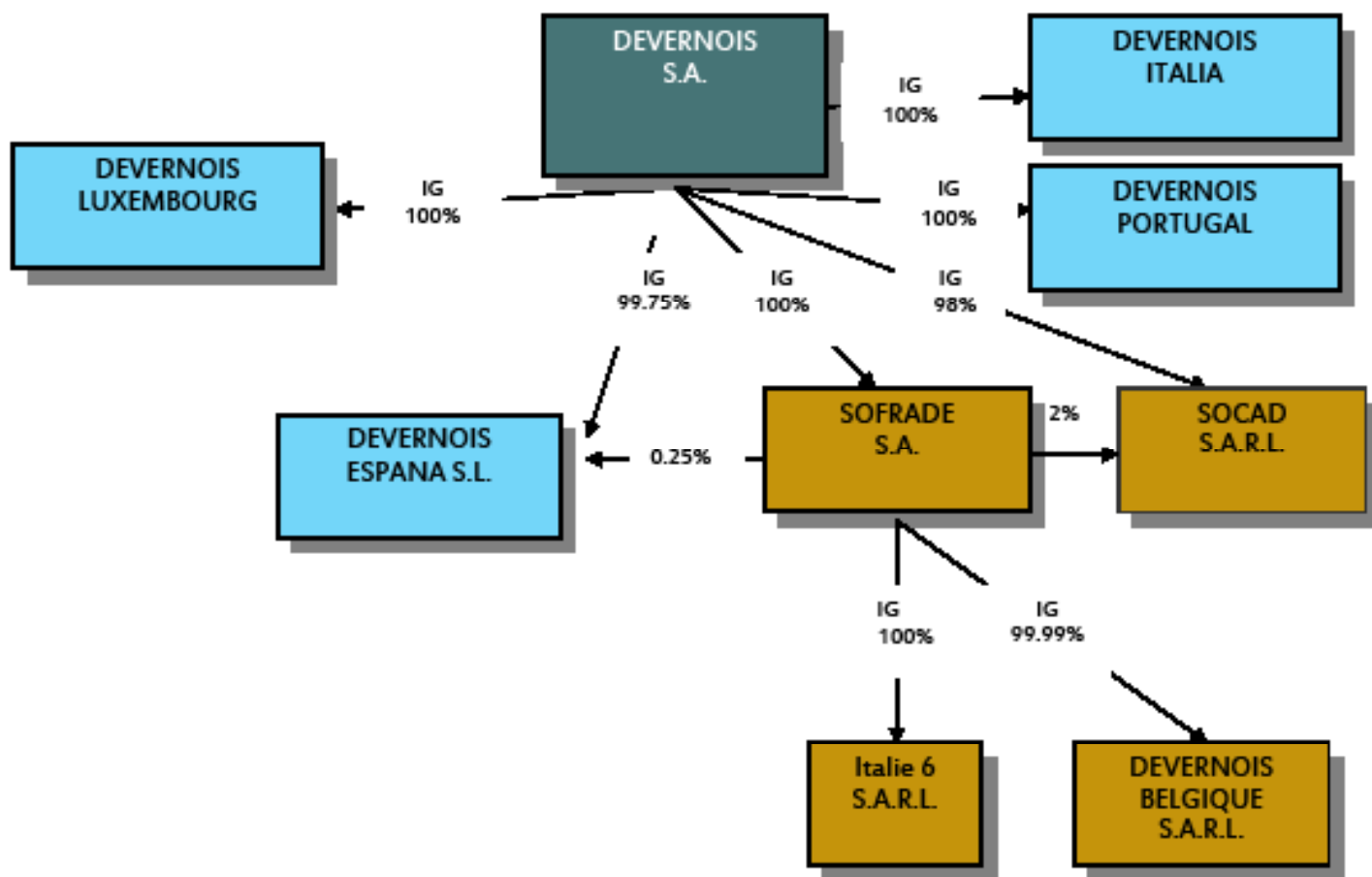
La structure sociale du groupe n'a pas subi de modification significative au 1er semestre 2015.

1.9. Titres d'autocontrôle

A l'heure actuelle, le groupe ne détient pas de titres d'autocontrôle.

Note 2. Périmètre de consolidation

2.1. Noms des sociétés consolidées



2.2. Evolution significative du périmètre en 2015

Consolidation de la société Devernois Italia.

2.3. Impacts des changements du périmètre de consolidation sur les données consolidées

Non significatif

Note 3. Information sectorielle

En application de l'IFRS 8 «Informations sectorielles», le seul niveau d'information sectorielle est le secteur d'activité. Cette information est fondée sur les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe.

Le groupe est géré en trois segments principaux :

- division détaillants
- division boutiques
- division affiliés

Chacune des colonnes du tableau ci-dessous, reprend les chiffres propres de chaque secteur, compris comme une entité indépendante.

Les relations commerciales inter-activités ont été analysées et ne représentent pas des montants significatifs. Pour cette raison, elles n'ont pas été retraitées pour la présentation sectorielle.

Compte de résultat 30/06/2015	30/06/2015	Détaillants	Boutiques	Affiliés	Non affecté
Chiffre d'affaires	20 163	2 989	16 343	831	0
Marge opérationnelle	941	718	71	152	0
Résultat sectoriel	840	716	-28	152	0
Résultat financier	-41	0	0	0	-41
Charges d'impôt	232	0	0	0	232
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence					
RESULTAT CONSOLIDE NET	567	716	-28	152	-273

Note 4. Chiffre d'affaires

(en K€)	30/06/2015	30/06/2014
Ventes de biens	20 047	20 131
Prestations de services	116	135
Total	20 163	20 266

Note 5. Effectif

L'effectif à la date d'arrêté des comptes s'établit ainsi :

	30/06/2015	30/06/2014
Cadres	90	85
ETAM	218	214
Ouvriers	9	9
Total	317	308

Note 6. Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

Les amortissements figurant à l'actif concernent les actifs suivants :

(en K€)	30/06/2015	30/06/2014
Frais de collection	173	181
Autres immobilisations incorporelles	2 701	2 697
Matériel	4 441	4 261
Autres immobilisations corporelles	11 333	11 184
Total	18 648	18 323

Note 7. Autres produits et charges d'exploitation

(en K€)	30/06/2015	30/06/2014
Autres produits	58	53
Autres charges	(28)	(22)
Total	30	31

Note 8. Autres produits et charges opérationnels

Ils comprennent principalement les pertes et profits et les variations de provisions couvrant des évènements exceptionnels.

(en K€)	30/06/2015	30/06/2014
Autres produits	188	625
Autres charges	(289)	(749)
	(101)	(124)

Note 9. Charges de financement

Les charges de financement s'élèvent à 57 K€ contre 87 K€ au 30 Juin 2014.

Note 10. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt s'élève à 0 K€.

La charge d'impôt différé a été estimée à 233 K€.

L'activation des déficits d'un montant de 625 K€ concerne uniquement Devernois Belgique et Devernois (pour le déficit fiscal du groupe intégré) pour laquelle les déficits sont indéfiniment reportables.

Preuve d'impôt

(en K €)	Sociétés françaises	Sociétés Etrangères	TOTAL
Résultat consolidé avant impôts	2 199	(1 155)	1 044
Taux d'I.S. en vigueur en 2015			
I.S. théorique	733	(333)	400
1 – Ecart sur comptes sociaux			
Effet des variations de taux d'I.S.			
Effet des différences permanentes d'imposition	(245)	291	46
Incidence intégration fiscale			
2 – Ecart sur comptes consolidés			
Effet des variations de taux d'I.S.			
Effet des différences permanentes d'imposition	(214)	0	(214)
TOTAL	274	(42)	232

Note 11. Immobilisations incorporelles

Brut	Valeurs Brutes 30/06/2015	Valeurs Brutes 30/06/2014
Frais d'établissement		
Frais de collection	414	488
Concessions, brevets, licences	2 775	2 806
Fonds commercial	31 883	31 226
Autres immobilisations incorp	445	387
Avances et acomptes		
Total Valeurs	35 517	34 907

Amortissements	Cumulés 30/06/2015	Cumulés 30/06/2014
Frais d'établissement		
Frais de collection	173	181
Concessions, brevets, licences	2 701	2 697
Fonds commercial		
Avances et acomptes		
Total Amortissements	2 874	2 878

Note 12. Immobilisations corporelles

Brut	Valeurs brutes 30/06/2015	Valeurs Brutes 30/06/2014
Terrains	465	526
Constructions	4 122	4 690
Installations techn. mat. outill.	4 936	4 920
Autres immobilisations	11 682	11 685
Immobilisations en cours	89	19
Avances et acomptes	60	4
Total Valeurs	21 354	21 844

Amortissements	Cumulés 30/06//2015	Cumulés 30/06//2014
Constructions	2 484	2 461
Installations techn. mat. outill.	4 441	4 261
Autres immobilisations	8 850	8 723
Immobilisations en cours		
Avances et acomptes		
Total Amortissements	15 775	15 445

Note 13. Immobilisations financières

Brut	Valeurs brutes 30/06/2015	Valeurs brutes 30/06/2014
Autres titres immobilisés	5	5
Prêts		
Autres immob. financières	1 214	1 140
Total Valeurs	1 219	1 145

Note 14. Autres actifs non courants

Ces actifs concernent les créances d'impôts différés pour un montant de 692 K€.

Note 15. Créances de financement

Néant.

15.1. Montant des créances douteuses

	30/06/2015	30/06/2014
Clients et comptes rattachés brut	1 784	1 810
Provision pour clients douteux	(77)	(81)
Montant net	1 707	1 729

15.2. Evolution des provisions pour créances douteuses

(en K€)	30/06/2015	30/06/2014
Dotation créances douteuses	(15)	(26)
Reprise créances douteuses	10	17
Pertes sur créances irrécouvrables	(7)	(7)
Rentrées sur créances amorties		
Total	(12)	(16)

Note 16. Stocks

	30/06/2015	30/06/2014
Matières premières	1 178	1 154
Produits en cours	272	203
Produits intermédiaires et finis	1 256	720
Marchandises	5 877	6 931
Avances et acomptes		
Total valeur brute	8 583	9 008
Provisions pour dépréciation	1 923	2 108
Total valeur nette	6 660	6 900

Note 17. Autres débiteurs

(en K€)	30/06/2015	30/06/2014
Autres créances	1 279	1 346
Charges constatées d'avance	1 198	975
Total	2 477	2 321

Note 18. Trésorerie

(en K€)	30/06/2015	30/06/2014
Placements (VMP)		
- dont provisions		
Comptes courants bancaires et caisses	2 855	3 114
Total	2 855	3 114

Note 19. Capitaux propres

19.1. Composition du capital

Décomposition du capital social	Nombre	Montant
Actions composant le capital social en début d'exercice	299 058	2 300
Actions composant le capital social en fin d'exercice	299 058	2 300

19.2. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total
Situation au 31.12.2014	2 300	7 477	105	23 486	75	285	33 728
Incidence affectation des résultats				285		-285	0
Autres mouvements				-104	412	567	875
Situation au 30.06.2015	2 300	7 477	105	23 667	487	567	34 603

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		N	N-1
Résultat net		567	635
Ecart de conversion des filiales étrangères selon IAS 21		412	28
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises selon IAS 39			
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente conformément à IAS 39 (1)			
Autres mouvements		-105	-97
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies sur option conformément à IAS 19			
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence, IAS 28 & 31			
Impôts conformément à IAS 12 (si montants précédents (1) non présentés nets d'impôts)			
Total des gains & pertes comptabilisés directement en capitaux propres		307	-69
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
-	dont part du groupe	874	566
-	dont part des intérêts minoritaires		

Note 20. Provisions

20.1. Détail des provisions

	Valeur au 30.06.2015	Valeur au 30.06.2014
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
. pour indemnités de fin de carrière	523	463
. pour litiges	711	1 002
. pour autres risques		
. pour autres charges	186	221
Sous-Total	1 420	1 686
PROVISIONS POUR DEPRECIATION DE L'ACTIF CIRCULANT		
. sur stocks et en-cours	1 924	2 108
. sur comptes clients	77	81
. sur autres créances	7	8
. sur disponibilités	0	0
Sous-Total	2 008	2 197
PROVISION POUR DEPRECIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE		
. sur terrain	144	144
. sur fonds	4 150	4 053
Sous-Total	4 294	4 197
Total	7 722	8 080

Provisions pour risques et litiges :

Ces provisions concernent des risques et litiges à caractère commercial et social pour des assignations engagées avant la date d'établissement des comptes. Elles ont été évaluées sur la base du risque estimé par la société après consultation de ses conseils.

Note 21. Engagements de retraites et assimilés

21.1. Engagements de retraites

21.1.1. Hypothèses retenues pour les comptes annuels

- Taux d'actualisation : 2.25 %.
- Taux de rotation : faible pour la société mère.
- Âge conventionnel de départ : 65 ans.
- Condition de départ : départ volontaire.
- Droits acquis : convention collective de l'entreprise qui s'applique.

Au 30 juin 2015, le Groupe n'a pas jugé nécessaire de modifier ses hypothèses en matière de taux d'actualisation pour calculer les engagements de retraite.

21.1.2. Eléments chiffrés

(en K€)	30/06/2015	30/06/2014
IFC	523	463
Total	523	463

21.2. Médailles du travail

Non significatif.

Note 22. Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales

22.1. Détail des emprunts

(en K€)	Valeur bilan au 30.06.2015 Coût amorti ou juste valeur	Nominal	Echéances du nominal	
			< 1 an	De 1 à 5 ans
Emprunts obligataires				
Fonds de participation des salariés à long terme				
Emprunts sur locations financement long terme				
Autres emprunts à long terme	3 093		1 173	1 920
A la clôture de l'exercice	3 093		1 173	1 920

22.2. Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

(en K€)	Solde au bilan au 30.06.2015	Monnaie d'émission
Concours bancaires courants		
Banques créditrices	1 148	Euro
Total	1 148	

22.3. Dettes financières diverses

(en K€)	Valeur bilan au 30.06.2015 Coût amorti ou juste valeur	Echéances	
		< 1 an	De 1 à 5 ans
Comptes courants d'associés	1	1	
A la clôture de l'exercice	1	1	

Note 23. Autres passifs non courants

(en K€)	30/06/2015	30/06/2014
Provisions pour risques et charges non courantes		
Impôts différés passifs	2 012	1 769
Participation des salariés		
Total	2 012	1 769

(en K€)	30/06/2015	30/06/2014
Dettes fiscales et sociales	2 694	2 524
Fournisseurs	4 150	5 400
Clients créditeurs	61	76
Produits constatés d'avance	0	0
Provisions pour risques et charges courantes	1 420	1 687
Créditeurs divers	290	423
Total	8 615	10 110

Note 25. Engagements donnés

Les engagements donnés représentent des cautionnements accordés par DEVERNOIS à :

- Italie 6 pour 96 K€
- Portugal pour 36 K€
- Sofrade pour 2 807 K€

Soit un total de 2939 K€

Les engagements reçus représentent 30 K€ (créances assorties de garanties).

Note 26. Rémunération des dirigeants

Monsieur Thierry BRUN, président du directoire de la société,
Madame Séverine BRUN, directeur général de la société,
Madame Zélia BOËL, présidente du conseil de surveillance de la société,
ont perçu, ensemble, au titre des avantages à court terme, la somme de
146 K€ sur le 1er semestre 2015

Note 27. Passifs éventuels

Néant

Note 28. Evènements postérieurs à la clôture

Néant

Note 29. Transaction avec les parties liées

Les parties liées sont HSTB, SCI DAX IMMO, SCI AIX IMMO et les dirigeants de la société DEVERNOIS.

Le montant des refacturations de la holding HSTB pour le groupe s'élève pour le 1er semestre 2015 à 149 K€.

En dehors des rémunérations des dirigeants mentionnés en note 26 il n'y a pas d'autres relations entre les parties liées.

Note 30. Eléments significatifs du semestre

Néant

Note 31. Couvertures de change

Concernant les risques de change, la société est exposée pour ses transactions en dollars relatives à ses achats de marchandises, et en livre sterling et franc suisse pour les ventes réalisées en Angleterre et en Suisse. Une politique de couverture de la devise dollar a été mise en place et les besoins annuels en dollars sont couverts par des contrats de change à terme.

A la fin du premier semestre 2015 des couvertures sont toujours en cours pour des montants de 2 038 K\$. Ces couvertures nous permettent de faire face aux achats du Groupe sur le début de la fin de l'année 2015 et le début des achats d'été 2016.

De nouvelles couvertures seront prises d'ici la fin de l'année 2015 pour faire face aux besoins d'achats en dollars du solde des achats en dollars de l'été 2016 et de l'intégralité des achats en dollars de l'hiver 2016.

Concernant les autres devises, les flux restants à des niveaux très faibles, il n'est pas pratiqué de couverture de change.

Devise	Échéance	Montant minimal en k\$	Solde au 30/06/2015 k\$	Cours de Couverture à terme € / \$	Solde converti en EURO	Solde converti au taux de clôture	ECART
USD	sept-15	1 000	954	1,27820	746	853	106
USD	déc-15	500	500	1,06750	468	447	-22
USD	sept-15	1 000	584	1,27500	458	522	64
TOTAL		2 500	2 038		1 673	1 822	149

L'impact de cette couverture au 30 Juin 2015 est significatif (il est estimé à 149 K€). Il a fait l'objet d'un retraitement en produits dans les comptes consolidés.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la Société DEVERNOIS SA,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société DEVERNOIS SA, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1° - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2° - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à ROANNE – le 28 octobre 2015.

Les Commissaires aux Comptes

GESCOMM
Christophe SEPULCHRE
Associé

GRANT THORNTON
Robert DAMBO
Associé

Membres de la Compagnie Régionale de Lyon



WWW.DEVERNOIS.COM